

# Ni Mussolini ni Hitler n'auraient emprisonné ainsi leur population !



Madame la Première ministre de Belgique,  
Monsieur le Président de France,

Mai signera la fin inéluctable de la pandémie du Covid-19 qui sera inscrite dans les livres d'histoire comme la grande peste du XXI<sup>e</sup> siècle. Elle n'avait pourtant rien à voir, ni selon le nombre des contaminés ni en capacité mortifère, avec les épidémies du passé comme la grippe espagnole qui aurait éliminé, si l'on en croit l'encyclopédie en ligne, 20 à 50 millions de personnes, soit beaucoup plus que toutes les victimes du premier conflit mondial. Même la plus modeste de ces deux estimations reste 100 fois moindre que les 200 000 victimes de ce misérable virus qui a terrorisé la planète.

Notre pleutrierie devant la mort nous a fait accepter tous les sacrifices. Des États soi-disant démocratiques ont transformé nos maisons en prisons dont nous ne pouvons sortir que pour la recherche de nourriture, en grandes surfaces. Des millions

de personnes se sont vu interdire l'exercice de leur profession. Beaucoup d'hôteliers, cafetiers et restaurateurs ont été poussés vers la ruine. Toute liberté de voyager a été rayée du catalogue des droits fondamentaux. Les vieux des institutions spécialisées dans leur hébergement ont été bouclés dans leur chambre et empêchés de recevoir des visiteurs. Les sbires de ces démocratotalitarismes ont empêché des retraités de s'asseoir côte à côte sur des bancs publics. Les lieux de culte fermés, il est devenu impossible de faire étalage de ses superstitions, ce qui est pourtant, même pour l'athée endurci que je suis, un droit capital.

Ni Mussolini ni Hitler n'auraient osé ni voulu emprisonner leur population dans pareil carcan !

Quel raisonnement inspire ces politicien(ne)s aux manettes ? Tuons toutes les libertés en espérant que les exécutions participeront à la baisse des admissions dans les urgences des hôpitaux. Après l'épidémie, nous pourrons proclamer fièrement ainsi à ces membres des troupes bêtards formant la majorité de la population que nous les avons sauvés d'une mort qui eût été assurée sans nos intuitions bienveillantes nourries par les plus éminents scientifiques.

Voilà le fondement de ce qui pourrait constituer, pour les générations futures, un cas d'école ou une page d'anthologie d'un conflit de valeurs. Clairement en effet, toutes les mesures qui sont prises pour augmenter la sécurité de la population menacée par un virus réduisent des libertés. Les politiciens ne balancent pas longtemps. Entre sécurité et liberté, ils sont, dans leur grande majorité, prêts à sacrifier la deuxième pour augmenter la première.

Et le vulgaire d'applaudir ! Il déposera probablement son bulletin de vote en faveur de celle ou de celui qui aura le plus insisté pour prolonger les confinements, punir sévèrement les contrevenants baladeurs, mettre à l'arrêt les entreprises... Une fois de plus, les humains démontrent combien ils aiment leur prochain en multipliant les dénonciations. Dans son journal parlé de ce matin, une journaliste de France Inter

disait que dans certains commissariats (elle refusait explicitement de préciser lesquels) plus de 60 % des appels téléphoniques étaient passés par des dénonciateurs. Ils ont organisé un barbecue dans leur jardin ; elle sort son chien dix fois par jour ; ils reçoivent des amis chez eux ; ils sont allés sur la plage... Ces criminels menacent notre sécurité à tous !

Dès l'époque où il publiait ses premiers livres, j'ai considéré André Comte-Sponville comme un maître. Imaginez le plaisir que m'a procuré la lecture d'une phrase épinglée comme titre d'un article d'une revue économique. « J'aime mieux attraper le Covid-19 dans un pays libre qu'y échapper dans un État totalitaire ».

Moi aussi. Nous acceptons de nombreux risques sans broncher. Chaque fois que nous montons dans une voiture, nous savons que nous sommes exposés à des accidents dont quelques-uns sont mortels. Même chose pour la moto ou pour l'avion. Mais quel fou voudrait interdire la circulation automobile ? De multiples activités sportives conduisent leurs pratiquants à l'hôpital. Il n'y a pas que les alpinistes ou les parachutistes qui se tuent. Cela peut être le lot du simple nageur ou du jogger.

Personne ne contestera qu'il faut rechercher des remèdes et des moyens d'améliorer la sécurité. Mais au prix de la suppression des libertés fondamentales comme celle de se déplacer là où l'envie nous porte ?

Que nous soyons contraints, pendant l'épidémie, à porter un masque, qu'il nous soit défendu de nous serrer les mains et enjoins de nous les laver dix fois par jour, que nous ne puissions plus nous donner des bisous, tout cela nous l'admettrions sans révolte. Mais que ces gens qui nous gouvernent séquestrent les vieux des maisons de repos, même bien-portants, qu'ils ordonnent la fermeture des hôtels, cafés et restaurants, qu'ils interdisent les déplacements et nous voilà dans le démocratototalitarisme.

Ce n'est pas un hasard si, passant devant la vitrine de mon boulanger un dimanche matin, je pense à la période stalinienne

de l'URSS. Une file de plusieurs centaines de mètres s'allonge en effet devant sa porte à seule fin que les gens maintiennent les distances réglementaires.

Nos sages vont encourager l'implantation sur nos téléphones de programmes qui nous géo-localiseront. Bientôt Big Brother aura donc un œil sur notre chambre à coucher.

Toutes ces mesures liberticides m'apparaissent être un prix à payer beaucoup trop grand pour une diminution hypothétique du risque mortel d'une épidémie.

« La mort c'est la vie et la vie c'est la mort » affirmait sentencieusement un de mes grands-pères. Il avait raison. Mais celles et ceux qui ont transformé nos pays en d'immenses camps de confinements en sont-ils conscients ?

Je vous prie de bien vouloir accepter, Madame la Première ministre, Monsieur le Président de la République, l'expression de mes respects.

**Gilbert Dispaux**